



Déclaration des membres CGT au CTE du 14 décembre 2021

Les représentants CGT au CTE dénoncent la fermeture du service RAMEAU et la suppression de 37 lits d'hospitalisation complète sur la psychiatrie.

Ce projet médical sur la psychiatrie aurait été fait en concertation avec l'ensemble des équipes : MENSONGE !

Aucun agent que nous avons rencontrés et notamment de RAMEAU n'a été concerté.

Le 29 octobre, courrier de la DG indique « **aucune décision n'est actée définitivement à ce jour par la Direction** » MENSONGE ce projet présenté au conseil de surveillance le 8 décembre ainsi qu'à la CME du 13 décembre acte la suppression des lits de RAMEAU et de 16 lits supplémentaires sur 3 autres services **GERGOVIE, BERLIOZ et PASS AJE**.

Cela dans le cadre d'un projet médical discuté depuis plusieurs mois.

Il n'est pas incohérent de penser que le Médecin de RAMEAU soit partie suite à la décision de fermer son service et de le transformer en hospitalisation de jour ce qui est incompatible avec la population accueillie, ce propos n'a pas été démenti par le Chef de Pôle ou celui qui a présenté ce dossier.

Comment comprendre la fermeture de ces lits alors que les responsables médicaux des Urgences psychiatriques ou de la gérontopsy émettent de fortes réserves comme d'autres médecins également sur la fermeture de ces lits qui sont autant de réponses en moins pour le besoin de la population, lors de la présentation à la CME, ce qui a contraint sa Présidente a différé le vote de ce dossier.

Ce projet fait d'incantations et d'espoir que les autres structures répondront aux désengagements du CHU sur la prise en charge de ces patients est incompréhensible.

Certains parlent de faire « un pari » sur ce projet, mais qui l'assumera ? Les patients en seront les victimes.

Les personnels sont méprisés sur ce projet par l'absence de reconnaissance de la prise en charge de ces patients qu'ils ont suivis pendant plusieurs années. Méprisés également par l'institution par son indifférence.

Pour ces raisons, les représentants CGT votent contre ce projet qui va à l'encontre des agents et de la population.